

**Nouveaux mécanismes de financement
de la transition énergétique : comment
compenser leur impact sur
les factures des ménages ?**

Webinaire du RAPPEL, 11 avril 2025

SOMMAIRE

1. Nouveaux mécanismes de financement : quels impacts sur les factures des ménages ?
2. Les mesures compensatoires à déployer
3. Quelques ressources

Nouveaux mécanismes de
financement : quels impacts sur
les factures des ménages ?

Nouveaux mécanismes de financement et factures > Des besoins de financement dans la transition énergétique très importants

110 Mds€ / an

d'investissements publics et privés supplémentaires d'ici 2030 nécessaires en France pour atteindre la neutralité carbone (source : [DG Trésor](#))

10 à 12 Mds€ / an

d'investissements publics additionnels selon le [rapport Pisani-Ferry et Mahfouz](#)

MAIS

-14% entre 2024 et 2025 pour le budget public consacré à la mission Ecologie

Nouveaux mécanismes de financement et factures > Un fort impact sur les factures à partir de 2026

À partir de 2027

ETS 2, le nouveau marché carbone

Les prix du carburant et des combustibles de chauffage (gaz et fioul) va augmenter. Pour compenser, **un plan social pour le climat français** devrait être doté d'une enveloppe annuelle de **1 milliard d'euros** destinée à offrir un soutien financier pour les ménages vulnérables affectés par l'ETS 2. Cependant, ce montant est insuffisant pour atténuer la flambée des prix de l'énergie.



+250 à 500 €⁽¹⁾

2026 - 2030

6^e périodes des certificats d'économie d'énergie (CEE)

La hausse du niveau de l'obligation à réaliser des économies d'énergie par les fournisseurs d'énergie sera répercuté par les fournisseurs sur leurs clients.



+200 à 600 €⁽¹⁾

2026 - 2028

Certificats de production de biogaz (CPB)

L'obligation d'incorporer du gaz vert dans leur volume de gaz commercialisé va obliger les fournisseurs à répercuter ce coût dans les factures des ménages.



+250 à 400 €⁽¹⁾

= jusqu'à + 1 500 € cumulés⁽¹⁾

sur la facture annuelle des ménages les plus exposés à l'horizon 2030

Des hausses *a minima* équivalentes à celles observées durant la crise énergétique de 2022

Les ménages les plus touchés :



Ceux qui se chauffent aux énergies fossiles dans leur logement



Ceux qui roulent beaucoup avec leur voiture à moteur thermique

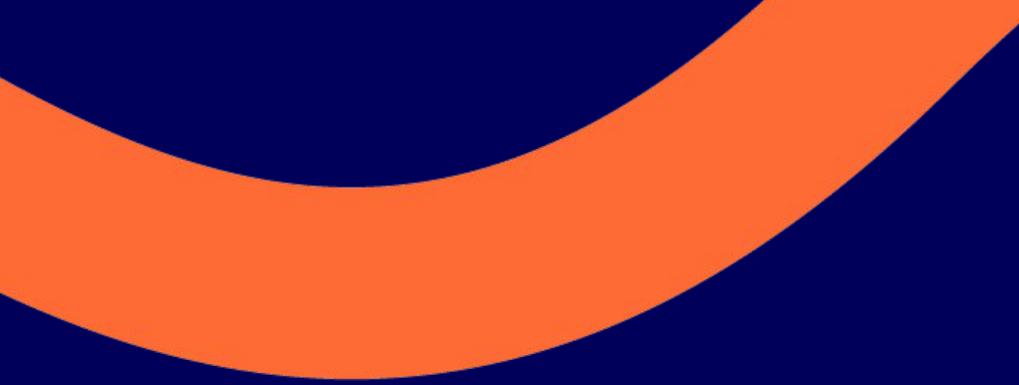
Nouveaux mécanismes de financement et factures > Des impacts variables selon les mécanismes

Estimation des hausses de factures énergétiques totales par mécanisme de financement à l'horizon 2030

Nouveaux mécanismes de financement	Hausses totales des factures d'énergie, tous secteurs (Mds€/an)	Hausses totales des factures d'énergie pour les ménages (Mds€/an), dont TVA	Hausses annuelles moyennes des factures par ménage (€/an), dont TVA	Hausses annuelles moyennes des factures par «ménage exposé*» (€/an), dont TVA
Doublement des objectifs de la 6 ^e période des CEE	+ 8 à 10	+ 6 à 8	+ 200 à 300	+ 400 à 600
ETS 2	+ 9	+ 7	+ 250	+ 500
CPB	+ 5	+ 3 à 4**	+ 250 à 350**	+ 300 à 400**
Cumul	+ 22 à 24	+ 16 à 19	+ 700 à 900	+ 1 200 à 1 500

- **Des enjeux cruciaux pour la réussite de la transition** en termes sociaux et économiques, et au niveau de l'adhésion aux politiques énergie-climat, de la hausse des inégalités...
- **L'importance d'accompagner les ménages vulnérables**, des catégories de revenus les plus modestes à celles intermédiaires en déployant des mesures compensatoires





Les mesures compensatoires à déployer

Les mesures compensatoires à déployer > Le cas du Plan Social pour le Climat (1)

- Des montants insuffisants alloués aux mesures compensatoires prévues dans le cadre du Fonds Social pour le Climat

Fonds Social pour le Climat



1,2 Md € / an

entre 2026 et 2032
pour la France

Vs.

Mesures d'urgence prises durant la crise énergétique en France



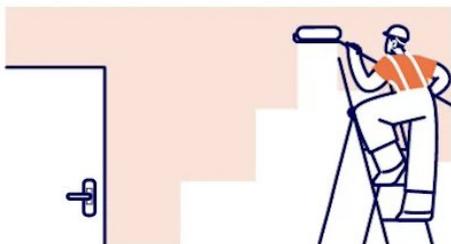
24,6 Mds € / an

entre 2021 et 2024

- Un Plan Social pour le Climat à remettre à la Commission européenne en juin 2025 pour préciser l'utilisation du Fonds Social pour le Climat
- 2 manières d'utiliser le FSC :
 - **Aides à l'investissement** (ex : soutien à la rénovation performante)
 - **Aide directe et temporaire** au revenu des ménages (ex : chèque énergie)

Les mesures compensatoires à déployer > Le cas du Plan Social pour le Climat (2)

Des aides à l'investissement



1 Abonder MaPrimeRenov'

en se concentrant sur le parcours accompagné qui cible la rénovation d'ampleur des logements. Son budget a été rabaissé en 2025, passant de **4,2 à 2,1 milliards d'euros**.



2 Renforcer le leasing social

en le rendant plus accessible pour les ménages en situation de précarité.



3 Soutenir le développement de communautés énergétiques

éligibles au financement du Fonds social pour le climat, pour contribuer à lutter contre la précarité énergétique. Il faudra rendre accessibles aux ménages vulnérables avec par exemple des parts d'actionariat préfinancées.

Max. 37,5% du Plan Social pour le Climat



Des mesures de redistribution



4 Multiplier le chèque énergie par 3

afin d'atteindre **450 €** par an en moyenne, et davantage pour les ménages les plus en difficulté (800 €).



5 Élargir le nombre de bénéficiaires du chèque énergie

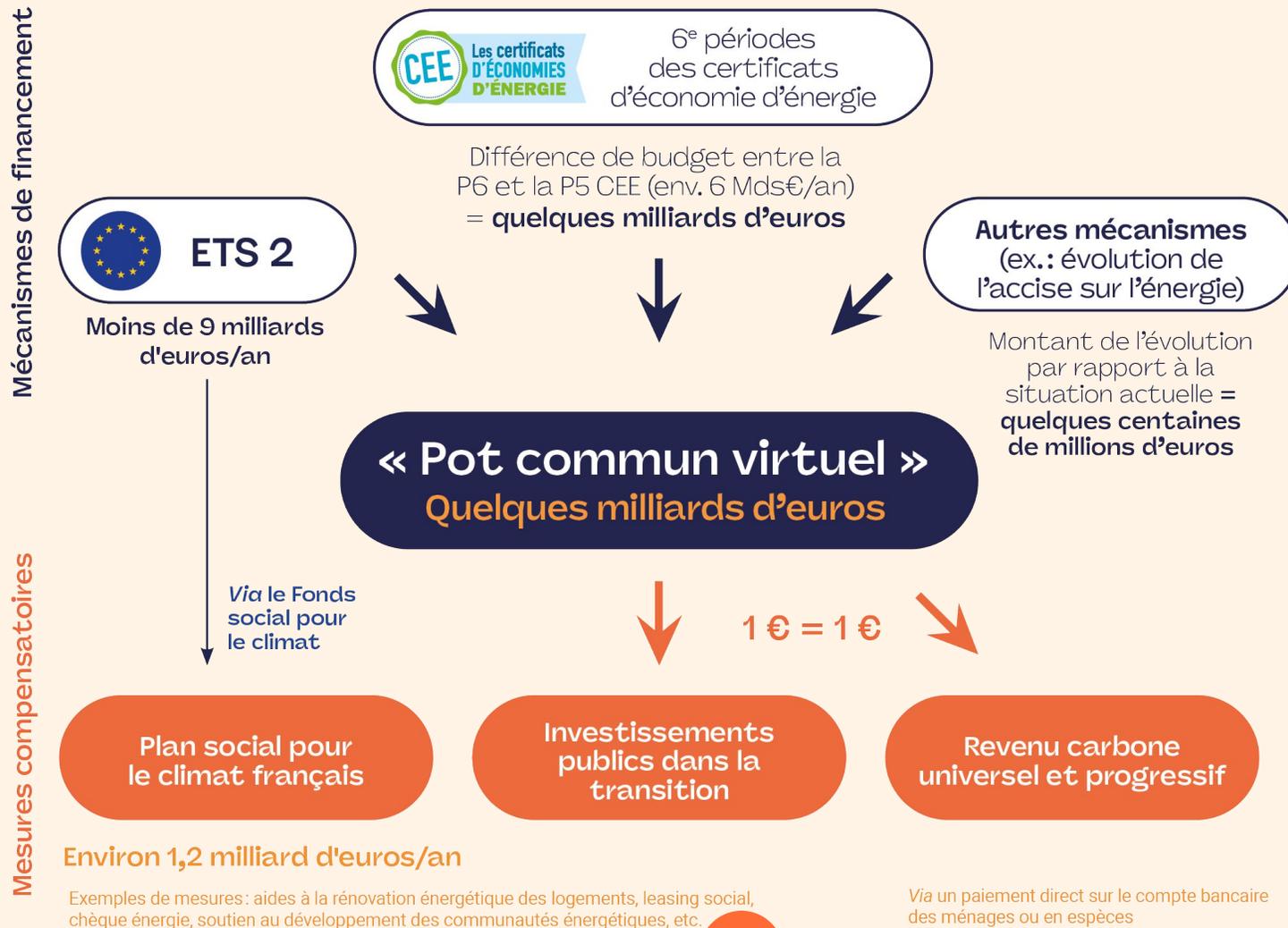
pour le rendre plus accessible aux 30 % des ménages les plus modestes, et conserver l'automatisation de sa distribution. En 2022, **4,8 millions de ménages** en ont bénéficié.



Le réseau Cler portera ces recommandations, et bien d'autres, dans le cadre de la concertation sur le Plan Social pour le Climat à venir dans quelques semaines

Les mesures compensatoires à déployer > Le principe de 1€=1€ (1)

La mesure simple, lisible et juste du réseau Cler : 1€ d'investissement public pour donner accès aux solutions de transition = 1€ de revenu carbone universel et progressif en faveur des ménages pour aider au paiement des factures



Les mesures compensatoires à déployer > Le principe de 1€=1€ (2)

Un principe qui se fonde sur le besoin de :

- Maintenir l'adhésion des ménages face aux hausses de factures (**redistribution de la moitié des revenus**)...
- ...Tout en fléchissant l'autre moitié vers des **aides publiques à l'investissement** pour orienter les achats des ménages vers des solutions bénéfiques pour la transition énergétique

Un revenu carbone universel et progressif :

- Progressif **pour protéger davantage les ménages les plus vulnérables**
 - Quelques idées : définition en fonction de la part de la fiscalité sur l'énergie dans le revenu total des ménages, introduction d'un bonus rural, évolution du revenu carbone en fonction des prix sur le marché carbone...
- Universel **car tous les ménages vont être impactés par les hausses de factures**



Quelques ressources

Quelques ressources >



Revue « Notre énergie »
du réseau Cler
Printemps 2025

SLIME



Dispositif de repérage et
d'accompagnement des ménages
en précarité énergétique
www.leslime.fr



Quelques ressources >

- **La concertation sur le Plan Social pour le Climat devrait être lancée en avril : **prévoyez de vous mobiliser !****
- **Le réseau Cler **transmettra sa position à cette concertation** pour inspiration des structures du réseau**





Merci & à bientôt